

NAAMA Un mort et dix blessés dans un accident de la circulation

Un grave accident de la circulation s'est produit sur la RN 47, à hauteur du hameau Régimet, commune d'Asla, causant la mort d'une personne et en blessant dix autres.

Un autocar assurant la liaison Béchar-Sétif a percuté violemment un véhicule léger roulant en sens inverse a et fini sa course en se renversant.

Le conducteur du véhicule léger âgé de 27 ans et originaire de Laghouat est mort sur le coup, alors que ses trois compagnons et sept autres passagers de l'autocar ont été évacués aux UMC de l'hôpital de Aïn-Sefra, dont trois grièvement atteints, souffrant de fractures et de traumatismes, apprend-on de source hospitalière.

Une enquête a été aussitôt ouverte par la brigade de la gendarmerie pour déterminer les causes exactes de l'accident.

B. Henine

MOSTAGANEM Une bande de dealers s'en prend aux policiers

C'est lors d'une opération de police qu'une bande de dealers s'en est prise à des éléments des services de sécurité en les menaçant avec des armes blanches, à Mostaganem.

Les dealers, l'un âgé de 26 ans et l'autre de 23 ans, sont des repris de justice. Ils activaient à la cité Djebli Mohamed près du supermarché Acyl. L'intervention musclée de la police a permis leur arrestation.

Lors de la fouille corporelle, une quantité de comprimés Ranxène 10 mg, 4,6 g de kif et 5 000 DA ont été découverts sur les mis en cause. Les deux dealers ont été déferés devant le magistrat instructeur pour répondre de leurs actes puis placés en détention préventive.

A. B.

AÏN DEFLA Des extraits de naissance et des fiches familiales vendus à 3 DA à Miliana

Depuis quelque temps, une importante pénurie d'imprimés officiels d'extraits d'acte de naissance n°12 et de fiches familiales sévit dans de nombreux bureaux de l'état civil et communes de la wilaya de Aïn Defla, à l'exemple de Miliana, Khemis Miliana et El Amra.

A Miliana comme ailleurs, les administrés achètent des imprimés photocopiés dans un kiosque tout proche du bâtiment de l'état civil à raison de 3 DA la pièce.

Cependant, le service, qui compte de nombreux employés et est bien organisé, fait face correctement à la demande des administrés et particulièrement en cette période de la

rentrée scolaire où les citoyens sont tenus de fournir une multitude de dossiers exigés par les administrations.

Tout le monde sait que, par exemple, un enfant fournit un dossier le jour de son inscription, un autre pour bénéficier de la prime de 3 000 DA, un autre encore pour l'examen de 6^e, un dossier pour la 1^{re} AM, et bien d'autres. Interrogés

à ce sujet, deux maires ont répondu qu'à «l'avenir nous pourrions sur la base d'une convention nous servir auprès d'imprimeries privées, mais jusqu'à présent nous n'avons reçu aucune circulaire officielle qui stipulerait des modalités pour contracter une telle convention».

Un citoyen rencontré au niveau de l'état civil de Miliana raconte son calvaire en exhibant un volumineux dossier enveloppé dans un sachet plastique.

«Une erreur de transcription a été commise dans un acte de naissance sur le registre offi-

ciel.

Pour établir un jugement de rectification d'une erreur de nom, il me faut une cinquantaine de documents administratifs, deux mois de démarches, réunir des témoins et encore je ne suis pas au bout de mes peines parce qu'une fois l'erreur rétablie dans le registre, j'aurai à engager d'autres démarches, fournir d'autres pièces administratives et de nouveaux dossiers pour corriger d'autres documents.»

Seules des réformes drastiques des modalités de constitution des «dossiers pourront venir

à bout de ces pertes considérables de temps pour l'administré, des charges de travail pour les services et faire des économies qui pourraient se chiffrer en milliards.

Ces réformes, pas des réformettes comme cela a été le cas, de l'avis de tous, tardent à venir.

Nous avons appris, par ailleurs, que les municipalités devaient recevoir des quotas de divers documents administratifs, de quoi tenir quelque temps en attendant la prochaine pénurie.

Karim O.

AÏN TÉMOUCHENT Les pétitionnaires d'Algérie Télécom exigent les résultats de l'enquête

Dix-huit travailleurs d'Algérie Télécom de la Direction opérationnelle des télécoms (DOT) d'Aïn-Témouchent sont montés au créneau pour exiger les résultats de l'enquête menée par leur direction (Algérie Télécom) du 26 avril au 2 mai 2011.

Les contestataires ont, pour rappel, signé une première pétition le 4 avril dernier où ils dénonçaient des anomalies dans le déroulement du concours de recrutement externe pour les postes de comptable, d'aide-comptable, agent technique, ouvrier et chauffeurs, soit quarante postes à pourvoir.

Les pétitionnaires demandent qu'une enquête soit ouverte pour déterminer les défaillances flagrantes et autres irrégularités qui sont encore non décelables dans le déroulement dudit concours et l'application de la réglementation en vigueur», tel rapporté en conclusion dans la pétition.

Ces travailleurs ont, par le biais d'une autre correspondance (une pétition signée) le 4 août 2011, exigé le droit de connaître les résultats de l'enquête. Pour cela, ils ont adressé des correspondances au ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, au président de la Fédération d'Algérie Télécom, au wali d'Aïn Témouchent et aux responsables d'autres institutions.

S. B.

ILS AVAIENT ÉTÉ REPÉRÉS PAR LES GARDES-CÔTES ITALIENS 38 harraga arrêtés au large des côtes sardes

Trente-huit harraga, âgés de 20 à 35 ans, ayant pris le large à partir de la plage d'Echatt, à la limite des wilayas d'Annaba et d'El Tarf, dans deux embarcations traditionnelles distinctes et à des dates différentes, la semaine dernière, ont été tous arrêtés au large des côtes sardes par les gardes-côtes italiens.

Dimanche dernier, à quelques miles seulement du but, une vingtaine de harraga, dont deux jeunes filles âgées d'une vingtaine d'années, ont échoué dans leur tentative de gagner l'autre rive de la Méditerranée.

Ces jeunes émigrés clandestins

sont originaires pour la plupart d'Annaba, mais, il y avait également parmi eux quelques-uns de la wilaya d'El Tarf.

Avant d'être transférés dans les centres de rétention de l'île italienne, certains jeunes harraga ont pu contacter leurs proches

et/ou amis à l'aide de téléphones mobiles pour les informer de leur malheureuse tentative, indiquent ces derniers.

Une dizaine de ces harraga qui s'étaient trouvés mal en point ont été admis dans des services sanitaires de l'île, apprend-on. Quelques parents de ces infortunés affirment avoir contacté les gardes-côtes d'Annaba pour les informer du projet de leurs enfants, reconnaissant toutefois qu'ils l'ont fait un peu trop tard.

Pour rappel, deux groupes de harraga ont été interceptés il y a une dizaine de jours ; le premier, composé de 19 personnes et le second de 21.

Le procès du premier groupe, qui s'est déroulé lundi, fut reporté au 17 octobre prochain, alors que celui concernant les 21 éléments du deuxième groupe devait avoir lieu hier d'après-midi. Les 40 harraga comparaîtront en citation directe.

A. Bouacha

OUM EL BOUAGHI Sortie de la 13^e promotion d'agents de la Protection civile

Le directeur général de la Protection civile a procédé lundi à l'ouverture solennelle de la cérémonie de sortie de la 13^e promotion d'agents de la Protection civile.

Les festivités se sont déroulées à l'annexe de l'école nationale d'Oum El-Bouaghi. La délégation a fait une halte à Sigus pour permettre au directeur général d'inaugurer une unité secondaire de la Protection civile. Cette unité, opérationnelle depuis le mois de juin 2011 et qui a coûté 77 millions de dinars,

emploie 43 agents toutes catégories confondues et compte déjà à son actif 43 interventions, dont 14 accidents de la route et 6 incendies de champs. Durant ces festivités, plusieurs manœuvres entrant dans le cadre des activités de la Protection civile ont été réalisées, ainsi que des simulations

exécutées par des agents spécialisés. Celles-ci ont concerné les accidents de la circulation, la cynotechnique, les risques technologiques et les cas de feux de carburant.

Des moyens de très haute technologie sont utilisés dans ces simulations qui ont retenu l'attention de tous, notamment l'expérience du personnel qui a agi avec professionnalisme. Le chargé de la communication

répondant aux questions des journalistes, notamment celle relative aux moyens dont dispose la Protection civile précisera que le secteur réceptionnera 6 hélicoptères appropriés avant la fin de l'année.

Pour ce qui est des ressources humaines, notre interlocuteur soulignera que l'objectif du secteur est d'atteindre 70 000 agents à l'horizon 2015.

Moussa Chtatha